

Art. 10. De vereniging zonder winstoogmerk mag een beroep doen op de hulp van het Bestuur van de Duitstalige Gemeenschap voor de opdrachten van de maatschappelijk werker, voor sekretariaatswerk en voor bureau-materiaal.

Art. 11. De Voorzitter van de Executieve bevoegd inzake begroting en personeel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.
Eupen, 23 mei 1990.

De Voorzitter van de Executieve,

J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs,
Vorming, Culturele Animatie en Media,

B. FAGNOUL

De Gemeenschapsminister van Jeugd, Sport, Volwassenenvorming en Sociale Aangelegenheden,

M. GROSCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 1957

5 AVRIL 1990. — Arrêté de l'Exécutif Régional wallon portant exécution du Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil du 27 avril 1989 relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure et du Règlement (C.E.E.) n° 1102/89 de la Commission du 27 avril 1989 fixant certaines mesures d'application du Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure

L'Exécutif Régional wallon,

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome, le 25 mars 1957, et approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu le Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil du 27 avril 1989 relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure;

Vu le Règlement (C.E.E.) n° 1102/89 de la Commission du 27 avril 1989 fixant certaines mesures d'application du Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure, modifié par le Règlement (C.E.E.) n° 3685/89 de la Commission du 8 décembre 1989;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 8, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, notamment l'article 3;

Vu l'accord de coopération du 22 mars 1990 conclu entre l'Etat, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en application des règlements des Communautés européennes au sujet de l'assainissement structurel dans la navigation intérieure;

Vu l'accord du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le régime des mesures coordonnées de déchlirage tel qu'il est défini dans le Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 est entré en vigueur le 1er janvier 1990 et que les mesures d'exécution nécessaires doivent être prises pour le 1er mai 1990 au plus tard afin d'éviter un vide juridique avec les prescriptions du Règlement précité de la C.E.E.;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne;

Après en avoir délibéré :

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Dispositions préliminaires

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Règlement du Conseil n° 1101/89 : le Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil du 27 avril 1989 relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure;

2° le Règlement de la Commission n° 1102/89 : le Règlement (CEE) n° 1102/89 de la Commission du 27 avril 1989 fixant certaines mesures d'application du Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure, modifié par le Règlement n° 3685/89 de la Commission du 8 décembre 1989;

3° l'Office : l'Office régulateur de la Navigation intérieure;

4° les Etats membre concernés : les Etats membres visés à l'article 3 du Règlement du Conseil n° 1101/89.

CHAPITRE II. — Mesures relatives à la flotte de navigation intérieure

Section 1re. — Des cotisations annuelles

Art. 2. § 1er. Selon les modalités fixées par le Règlement du Conseil n° 1101/89 et le Règlement de la Commission n° 1102/89, il est dû à l'Office une cotisation annuelle par les propriétaires des bateaux suivants :

- 1° les bateaux immatriculés en Belgique dont le propriétaire a son domicile dans la Région wallonne;
- 2° les bateaux exploités par une entreprise établie dans la Région wallonne, à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils sont immatriculés dans un des autres Etats membres concernés;
- 3° les bateaux mentionnés à l'article 4, 3, du Règlement du Conseil n° 1101/89 dont le propriétaire, par le paiement de la cotisation pour l'année 1990, a fait choix définitif du Fonds belge de déchargement.

§ 2. La cotisation annuelle doit être payée à l'Office contre remise d'une attestation de paiement :

- avant le 1er mai pour l'année 1990;
- avant le 1er mars pour les années suivantes.

§ 3. Pour les bateaux visés à l'article 8, 1, a), du Règlement du Conseil n° 1101/89, mis en service dans le courant d'une année, la cotisation est due au prorata du nombre de mois complets restants de l'année considérée, suivant le jour de la mise en service du bateau.

Il est procédé de même pour le calcul de la majoration de la cotisation annuelle en cas d'accroissement du tonnage par allongement d'un bateau ou en cas d'augmentation de la puissance de propulsion d'un pousseur.

Section 2. — Des primes de déchargement

Art. 3. § 1er. Pour obtenir une prime de déchargement aux conditions et modalités fixées par les Règlements précités, les propriétaires, mentionnés à l'article 2, § 1er, du présent arrêté, doivent en faire la demande auprès de l'Office.

§ 2. Toute demande doit être accompagnée :

- 1° d'un duplicata du certificat de jaugeage du bateau en cours de validité;
- 2° d'une attestation délivrée par l'autorité communale au cours du mois précédant l'introduction de la demande, d'où il ressort que le domicile légal est établi sur son territoire. S'il s'agit d'une société, l'attestation précitée est remplacée par un extrait du registre du commerce.

§ 3. Pour l'application de l'article 5 du Règlement du Conseil n° 1101/89, font partie de la flotte active :

1° les bateaux en bon état de fonctionnement ayant effectué au moins un voyage au cours de l'année calendaire précédant l'introduction de la demande de prime de déchargement et qui étaient munis durant cette période des documents suivants :

- a) soit, le certificat de visite, délivré conformément aux dispositions du Règlement de visite des bateaux du Rhin, approuvé par l'arrêté royal du 30 mars 1976;
- b) soit, le certificat spécial, délivré en vertu du Règlement particulier pour le transport de liquides combustibles sur les voies de navigation intérieure, annexé à l'arrêté du Régent du 1 août 1948;
- c) soit, le certificat normal d'agrément et le certificat temporaire d'agrément, délivrés conformément aux dispositions du Règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin (ADNR), approuvé par l'arrêté royal du 2 décembre 1971;
- d) soit, le certificat de classification, délivré par un des organismes agréés en application de l'arrêté royal du 28 novembre 1963, modifié par l'arrêté royal du 27 mars 1969 relatif à l'agrément des organismes chargés de délivrer les certificats prévus par l'article 32 de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial;
- e) soit, le certificat communautaire, délivré en vertu de la Directive (C.E.E.) du Conseil du 4 octobre 1982 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;
- f) soit, la licence d'exploitation, délivrée par l'Office, en application de la législation relative à la licence d'exploitation des bâtiments de la navigation intérieure et au financement de l'Institut pour le transport par batellerie.

2° les bateaux en bon état de fonctionnement ayant effectué au moins 10 voyages au cours de l'année calendaire précédant l'introduction de la demande de prime de déchargement.

§ 4. Le propriétaire est tenu de fournir à l'Office tous documents et données complémentaires jugés nécessaires à l'appréciation de la validité de la demande.

§ 5. L'acceptation ou le refus de la demande, prévue à l'article 3 du présent arrêté, est notifié au propriétaire par l'Office conformément à l'article 6 du Règlement de la Commission n° 1102/89.

Art. 4. § 1er. Si le bateau est déchiré avant le 1er décembre 1990, le propriétaire doit, après le déchargement effectif, introduire auprès de l'Office les documents suivants :

1° l'acte de déchargement délivré sur la base des dispositions de l'article 77 bis de l'arrêté royal du 15 octobre 1985 portant règlement général des voies navigables du Royaume, si le déchargement a eu lieu en Belgique, ou, si le déchargement a eu lieu dans un des autres Etats membres de la Communauté européenne, une attestation délivrée par l'autorité compétente de cet Etat d'où il ressort que le bateau a été effectivement déchiré;

2° l'attestation de paiement de la cotisation prévue à l'article 2, § 2 du présent arrêté.

§ 2. Si le bateau est définitivement immobilisé avant le 1er décembre 1990, en attendant le déchargement, le propriétaire doit introduire auprès de l'Office les documents suivants

1° une déclaration, délivrée par les autorités chargées de la gestion de la voie d'eau concernée, indiquant l'endroit exact où le bateau a été immobilisé;

2° l'attestation de paiement de la cotisation prévue à l'article 2, § 2 du présent arrêté;

3° tous les documents concernant le bateau : le certificat de jaugeage en cours de validité, le carnet d'affrètement, l'attestation d'appartenance à la navigation du Rhin et les documents visés à l'article 3, § 3, 1° du présent arrêté.

§ 3. Le propriétaire d'un bateau définitivement immobilisé conformément au § 2 du présent article ne peut déplacer celui-ci qu'après en avoir reçu l'autorisation de l'Office.

§ 4. Un bateau définitivement immobilisé, conformément au § 2 du présent article, doit être effectivement déchiré avant le 1er décembre 1992. La preuve du déchargement doit être fournie par la présentation à l'Office d'un des documents mentionnés au § 1er, 1° du présent article

Section 3. — De la règle du « Vieux pour Neuf »

Art. 5. § 1er. Le propriétaire qui, dans le cadre de l'application de l'article 8, 1, a), et 2 du Règlement du Conseil n° 1101/89, fait déchirer un bateau, fournit la preuve du déchirage en produisant à l'Office les documents mentionnés à l'article 4, § 1er, du présent arrêté.

§ 2. Le propriétaire qui, dans le cadre de l'application de l'article 8, 1, a), et 2 du Règlement du Conseil n° 1101/89, est redevable d'une contribution spéciale, doit verser celle-ci au compte indiqué par l'Office.

§ 3. Le propriétaire qui a satisfait aux conditions de l'article 8 du Règlement du Conseil n° 1101/89 reçoit une attestation de l'Office.

Section 4. — De l'arrondissement et de la conversion

Art. 6. § 1er. Pour la fixation de la cotisation annuelle, de la contribution spéciale et de la prime de déchirage les décimales d'une tonne de capacité de charge et d'un kilowatt de puissance de propulsion seront arrondies à l'unité supérieur.

§ 2. La conversion en francs belges des cotisations annuelles, des contributions spéciales et des primes de déchirage, exprimées en écus, est effectuée au cours officiel en vigueur au 1er janvier de l'année concernée.

CHAPITRE III. — Des sanctions et du contrôle

Art. 7. A la requête de l'Office ou des agents et fonctionnaires chargés de l'application et du contrôle du présent arrêté, les propriétaires de bateaux de navigation intérieure visés par le Règlement du Conseil n° 1101/89 et le Règlement de la Commission n° 1102/89 sont tenus de produire, tous les documents qui leur sont demandés.

Art. 8. Sont spécialement désignés pour rechercher et constater les infractions au Règlement du Conseil n° 1101/89, au Règlement de la Commission n° 1102/89 et au présent arrêté, les fonctionnaires et agents désignés à l'article 101 de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement général des voies navigables du Royaume.

Art. 9. En cas de non-paiement ou de retard de paiement de la cotisation visée à l'article 2, ou de la contribution spéciale visée à l'article 5, § 2, du présent arrêté, les intérêts moratoires seront calculés, sans mise en demeure, à partir :

- 1° des dates mentionnées à l'article 2, § 2, du présent arrêté pour la cotisation;
- 2° de la mise en service du bateau pour la contribution spéciale.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1990, sauf l'article 5 qui produit ses effets le 28 avril 1989.

Art. 11. Le Ministre qui a le transport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 5 avril 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 1957

5. APRIL 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Ausführung der Verordnung (E.W.G.) Nr. 1101/89 des Rates vom 27. April 1989 über die Strukturbereinigung in der Binnenschifffahrt und der Verordnung (E.W.G.) Nr. 1102/89 der Kommission vom 27. April 1989 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (E.W.G.) Nr. 1101/89 des Rates über die Strukturbereinigung in der Binnenschifffahrt

Aufgrund des am 25. März 1957 in Rom unterzeichneten Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Februar 1957;

Aufgrund der Verordnung (E.W.G.) Nr. 1101/89 des Rates vom 27. März 1989 über die Strukturbereinigung in der Binnenschifffahrt;

Aufgrund der Verordnung (E.W.G.) Nr. 1102/89 der Kommission vom 27. April 1989 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (E.W.G.) Nr. 1101/89 des Rates über die Strukturbereinigung in der Binnenschifffahrt, abgeändert durch die Verordnung (E.W.G.) Nr. 3885/89 der Kommission vom 8. Dezember 1989;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform des Institutionen, insbesondere des Artikels 6, so wie er durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeändert worden ist;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1989 über die Maßnahmen zur Ausführung der internationalen Verträge und Akte in Sachen Straßen-, Eisenbahn- oder Binnenschiffsverkehr, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des zwischen dem Staat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt geschlossenen Kooperationsabkommens vom 22. März 1990 über die Anwendung der Verordnungen der Europäischen Gemeinschaften hinsichtlich der Strukturbereinigung in der Binnenschifffahrt;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß das System der koordinierten Abwrackmaßnahmen, so wie es in der Verordnung (E.W.G.) Nr. 1101/89 definiert ist, am 1. Januar 1990 in Kraft getreten ist und daß die notwendigen Ausführungsmaßnahmen spätestens für den 1. Mai 1990 getroffen werden müssen, um eine rechtliche Lücke mit den Vorschriften der vorerwähnten Verordnung der E.W.G. zu vermeiden;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region;

Nach Beratung,

Beschließt die Regionalexekutive:

KAPITEL I. — Vorbestimmungen

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° Verordnung des Rates Nr. 1101/89: die Verordnung (E.W.G.) Nr. 1101/89 des Rates vom 27. April 1989 über die Strukturvereinigung in der Binnenschifffahrt;

2° Verordnung der Kommission Nr. 1102/89: die Verordnung (E.W.G.) Nr. 1102/89 der Kommission vom 27. April 1989 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (E.W.G.) Nr. 1101/89 des Rates über die Strukturvereinigung in der Binnenschifffahrt, abgeändert durch die Verordnung (E.W.G.) Nr. 3685/89 der Kommission vom 8. Dezember 1989;

3° Amt: das Amt für die Regelung der Binnenschifffahrt;

4° betreffenden Staaten: die in Artikel 3 der Verordnung des Rates Nr. 1101/89 erwähnten Mitgliedstaaten.

KAPITEL II. — Maßnahmen in bezug auf die Binnenschifffahrtsflotte

Abschnitt 1. — Jahresbeiträge

Art. 2. § 1. Gemäß den in der Verordnung des Rates Nr. 1101/89 und in der Verordnung der Kommission Nr. 1102/89 festgelegten Modalitäten müssen die Eigner der folgenden Schiffe einen Jahresbeitrag an das Amt entrichten:

1° die Eigner der in Belgien eingetragenen Schiffe, die in der Wallonischen Region wohnen;

2° die Eigner der von einem Betrieb mit Sitz in der Wallonischen Region betriebenen Schiffe, wenn nicht bewiesen ist, daß diese in einem der anderen betreffenden Mitgliedstaaten eingetragen sind;

3° die Eigner der in Artikel 4 Nr. 3 der Verordnung des Rates Nr. 1101/89 erwähnten Schiffe, die sich durch die Entrichtung des Beitrags für das Jahr 1990 endgültig für den Belgischen Abwrackfonds entschieden haben.

§ 2. Der Jahresbeitrag muß:

— für das Jahr 1990 vor dem 1. Mai 1990;

— für die folgenden Jahre vor dem 1. März gegen eine Zahlungsbescheinigung an das Amt entrichtet werden.

§ 3. Für die in Artikel 8 Nr. 1 Lit. a der Verordnung des Rates Nr. 1101/89 erwähnten Schiffe, die im Laufe eines Jahres in Betrieb genommen werden, wird der Beitrag im Verhältnis zur Anzahl voller Monate des berücksichtigten Jahres, die nach dem Tag der Inbetriebnahme des Schiffes übrigbleiben, entrichtet.

Das gleiche gilt für die Berechnung der Erhöhung des Jahresbeitrags im Falle einer Zunahme der Tonnage durch Verlängerung eines Schiffes oder im Falle einer Steigerung der Antriebskraft eines Schubbootes.

Abschnitt 2. — Abwrackprämien

Art. 3. § 1. Um gemäß den in den vorerwähnten Verordnungen festgelegten Bedingungen und Modalitäten eine Abwrackprämie zu erhalten, müssen die in Artikel 2, § 1 vorliegenden Erlasses erwähnten Eigner den diesbezüglichen Antrag beim Amt stellen.

§ 2. Jedem Antrag müssen folgende Unterlagen beigefügt werden:

1° ein Duplikat des zum betreffenden Zeitpunkt gültigen Meßbriefes des Schiffes;

2° eine von der Gemeindebehörde im Laufe des Monats vor der Antragstellung ausgestellte Bescheinigung, aus der hervorgeht, daß der gesetzliche Wohnsitz sich auf ihrem Gebiet befindet. Handelt es sich um eine Gesellschaft, dann wird die vorerwähnte Bescheinigung durch einen Auszug aus dem Handelsregister ersetzt.

§ 3. Für die Anwendung von Artikel 5 der Verordnung des Rates Nr. 1101/89 gehören folgende Schiffe zu der aktiven Flotte:

1° die funktionstüchtigen Schiffe, die in dem Kalenderjahr vor Stellung des Antrags auf Gewährung einer Abwrackprämie mindestens eine Fahrt ausgeführt haben und die während dieses Zeitraums folgende Unterlagen hatten:

a) entweder das Untersuchungszeugnis, das gemäß den Bestimmungen der durch den Königlichen Erlaß vom 30. März 1978 genehmigten Rheinschiffsuntersuchungsordnung ausgestellt worden ist;

b) oder das Sonderzeugnis das aufgrund der dem Regentenerlaß vom 1. August 1948 beigefügten Sonderverordnung über die Beförderung brennbarer Flüssigkeiten auf den Binnenwasserstraßen ausgestellt worden ist;

c) oder die normale Zulassung und die zeitweilige Zulassung, die gemäß den Bestimmungen der durch den Königlichen Erlaß vom 2. Dezember 1971 genehmigten Verordnung über die Beförderung gefährlicher Güter auf dem Rhein (ADNR) ausgestellt worden sind;

d) oder das Zeugnis über die Fahrzeugklasse, das von einer der Einrichtungen ausgestellt worden ist, die zugelassen werden in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 28. November 1963, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 28. November 1963, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 27. März 1969 über die Zulassung der Einrichtungen, die mit der Ausstellung der in Artikel 32 des Gesetzes vom 5. Mai 1936 über die Befrachtung in der Binnenschifffahrt vorgesehenen Zeugnisse beauftragt sind;

e) oder das Zeugnis der Gemeinschaft, das aufgrund der Richtlinie (E.W.G.) des Rates vom 4. Oktober 1982 zur Aufstellung der technischen Vorschriften für Binnenschiffe ausgestellt worden ist;

f) oder die Betriebslizenz, die das Amt in Anwendung der Rechtsvorschriften in bezug auf die Lizenz zur Betreibung der Binnenschiffe und die Finanzierung des Instituts für Binnenschifffahrt ausgestellt hat.

2° die funktionstüchtigen Schiffe, die in dem Kalenderjahr vor Stellung des Antrags auf Gewährung einer Abwrackprämie mindestens 10 Fahrten ausgeführt haben.

§ 4. Der Eigner muß dem Amt alle zusätzlichen Unterlagen und Angaben vorlegen, die für die Beurteilung der Gültigkeit des Antrags für notwendig gehalten werden.

§ 5. Das Amt teilt dem Eigner die Annahme bzw. die Verweigerung des in Artikel 3 vorliegenden Erlasses vorgesehenen Antrags gemäß Artikel 6 der Verordnung der Kommission Nr. 1102/89 mit.

Art. 4. § 1. Wenn das Schiff vor dem 1. Dezember 1990 abwrackt wird, muß der Eigner nach der effektiven Abwrackung folgende Unterlagen beim Amt einreichen :

1° wenn die Abwrackung in Belgien erfolgt ist, die aufgrund der Bestimmungen vom Artikel 77 bis des Königlichen Erlasses vom 15. Oktober 1935 zur allgemeinen Regelung der Wasserstraßen des Königreichs ausgestellte Abwrackurkunde oder, wenn die Abwrackung in einem der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft erfolgt ist, eine von der zuständigen Behörde dieses Staates ausgestellte Bescheinigung, aus der hervorgeht, daß das Schiff effektiv abwrackt worden ist;

2° die in Artikel 2, § 2 vorliegenden Erlasses vorgesehene Bescheinigung über die Zahlung des Beitrags.

§ 2. Wenn das Schiff vor dem 1. Dezember 1990 zur Abwrackung endgültig stillgelegt wird, muß der Eigner folgende Unterlagen beim Amt einreichen :

1° eine Erklärung, die die mit der Verwaltung der betreffenden Wasserstraße beauftragten Behörden abgeben und die den genauen Ort, wo das Schiff stillgelegt ist, angibt;

2° die in Artikel 2, § 2 vorliegenden Erlasses vorgesehene Bescheinigung über die Zahlung des Beitrags;

3° alle Schiffspapiere : den zum betreffenden Zeitpunkt gültigen Meßbrief, das Frachtbuch, die Bescheinigung über die Zugehörigkeit zur Rheinschifffahrt und die in Artikel 3, § 3, Nr. 1 vorliegenden Erlasses erwähnten Unterlagen.

§ 3. Der Eigner eines gemäß § 2 vorliegenden Artikels endgültig stillgelegten Schiffes darf dieses erst verlegen, nachdem er die diesbezügliche Genehmigung des Amtes erhalten hat.

§ 4. Ein gemäß § 2 vorliegenden Artikels endgültig stillgelegtes Schiff muß vor dem 1. Dezember 1992 effektiv abwrackt worden sein. Der Nachweis für die Abwrackung muß die Vorlage einer der in § 1, Nr. 1 vorliegenden Artikels erwähnten Unterlagen beim Amt erbracht werden.

Abschnitt 3. — Regel « neu für alt »

Art. 5. § 1. Der Eigner, der im Rahmen der Anwendung von Artikel 8 Nr. 1 Lit. a) und Nr. 2 der Verordnung des Rates Nr. 1101/89 ein Schiff abwracken läßt, erbringt den Nachweis für die Abwrackung, indem er dem Amt die in Artikel 4, § 1 vorliegenden Erlasses erwähnten Unterlagen vorlegt.

§ 2. Der Eigner, der im Rahmen der Anwendung von Artikel 8 Nr. 1 Lit. a) und Nr. 2 der Verordnung des Rates Nr. 1101/89 einen Sonderbeitrag zu entrichten hat, muß diesen auf das vom Amt angegebene Konto einzahlen.

§ 3. Der Eigner, der den Bedingungen von Artikel 8 der Verordnung des Rates Nr. 1101/89 entspricht, erhält eine Bescheinigung vom Amt.

Abschnitt 4. — Abrundung und Umrechnung

Art. 6. § 1. Für die Festlegung des Jahresbeitrags, des Sonderbeitrags und der Abwrackprämie werden die Dezimalen einer Tonne Tragfähigkeit und eines Kilowatts Antriebskraft nach oben abgerundet.

§ 2. Die in Ecu ausgedrückten Jahresbeiträge, Sonderbeiträge und Abwrackprämien werden zu dem am 1. Januar des betreffenden Jahres gültigen amtlichen Kurs in belgischen Franken umgerechnet.

KAPITEL III. — Strafmaßnahmen und Prüfung

Art. 7. Auf Antrag des Amtes oder der Bediensteten und Beamten, die mit der Anwendung und der Prüfung vorliegenden Erlasses beauftragt sind, müssen die Eigner von in der Verordnung des Rates Nr. 1101/89 und der Verordnung der Kommission Nr. 1102/89 erwähnten Binnenschiffen alle Unterlagen vorlegen, die von ihnen verlangt werden.

Art. 8. Die in Artikel 101 des Königlichen Erlasses vom 15. Oktober 1935 zur Allgemeinen Regelung der Wasserstraßen des Königreichs benannten Beamten und Bediensteten werden speziell für die Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen die Verordnung des Rates Nr. 1101/89, die Verordnung der Kommission Nr. 1102/89 und den vorliegenden Erlaß bestellt.

Art. 9. Im Falle einer Nichtzahlung oder eines Verzugs der Zahlung des in Artikel 2 erwähnten Beitrags oder des in Artikel 5, § 2 vorliegenden Erlasses erwähnten Sonderbeitrags werden die Verzugszinsen ohne Mahnung angerechnet, und zwar :

1° für den Beitrag ab den in Artikel 2, § 2 vorliegenden Erlasses erwähnten Daten.

2° für den Sonderbeitrag ab Inbetriebnahme des Schiffes.

KAPITEL IV. — Schlußbestimmungen

Art. 10. Vorliegender Erlaß wird mit 1. Januar 1990 wirksam, außer Artikel 5, der mit 28. April 1989 wirksam wird.

Art. 11. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. April 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90. — 1957

5 APRIL 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad van 27 april 1989 betreffende de structurele sanering van de binnenvaart en van de Verordening (E.E.G.) nr. 1102/89 van de Commissie van 27 april 1989 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen van de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad inzake de structurele sanering van de binnenvaart

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd door de wet van 2 december 1957;

Gelet op de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad van 27 april 1989 betreffende de structurele sanering van de binnenvaart;

Gelet op de Verordening (E.E.G.) nr. 1102/89 van de Commissie van 27 april 1989 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen van de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad inzake de structurele sanering van de binnenvaart, gewijzigd door de Verordening (E.E.G.) nr. 3685/89 van de Commissie van 8 december 1989;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 18 februari 1989 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 22 maart 1990 gesloten tussen de Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de toepassing van de verordeningen van de Europese Gemeenschappen betreffende de structurele sanering van de binnenvaart;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het stelsel van de gecoördineerde sloopmaatregelen zoals dit is vastgesteld in de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89, in werking is getreden op 1 januari 1990 en dat de nodige uitvoeringsmaatregelen moeten getroffen zijn; ten einde een rechtsvacuüm met de voorschriften van de genoemde E.E.G.-Verordening te vermijden;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer;

Na beraadgeslaagd te hebben daarover;

Besluit:

HOOFDSTUK I. — Voorafgaande bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1^o de Verordening van de Raad nr. 1101/89: de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad van 27 april 1989 betreffende de structurele sanering van de binnenvaart;

2^o de Verordening van de Commissie nr. 1102/89: de Verordening (E.E.G.) nr. 1102/89 van de Commissie van 27 april 1989 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen van de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad betreffende de structurele sanering van de binnenvaart, gewijzigd door de Verordening (E.E.G.) nr. 3685/89 van de Commissie van 8 december 1989;

3^o de Dienst: de dienst voor Regeling der Binnenvaart;

4^o de betrokken Lidstaten: de Lidstaten bedoeld in artikel 3 van de Verordening van de Raad nr. 1101/89.

HOOFDSTUK II. — Maatregelen met betrekking tot de binnenvaartvloot

Afdeling 1. — Jaarlijkse bijdragen

Art. 2. § 1. Volgens de modaliteiten van de Verordening van de Raad nr. 1101/89 en de Verordening van de Commissie nr. 1102/89 zijn de eigenaars van de hiernavermelde vaartuigen een jaarlijkse bijdrage verschuldigd aan de Dienst:

1^o vaartuigen die in België geregistreerd zijn en waarvan de eigenaar zijn woonplaats in het Waalse Gewest heeft;

2^o vaartuigen die door een in het Waalse Gewest gevestigde onderneming worden geëxploiteerd tenzij wordt bewezen dat ze geregistreerd zijn in één van de andere betrokken Lidstaten;

3^o vaartuigen als bedoeld in artikel 4, 3, van de Verordening van de Raad nr. 1101/89 indien de eigenaar door het betalen van de bijdrage voor het jaar 1990 zijn definitieve keuze voor het Belgisch Sloopfonds heeft kenbaar gemaakt.

§ 2. De jaarlijkse bijdrage dient te worden betaald aan de Dienst tegen afgifte van een bewijs van betaling:

— vóór 1 mei voor het jaar 1990;

— vóór 1 maart voor de volgende jaren.

§ 3. Voor de vaartuigen bedoeld in artikel 3, 1, a), van de Verordening van de Raad nr. 1101/89 die in de loop van één jaar in gebruik zijn genomen, is de bijdrage verschuldigd naar rata van het aantal resterende volledige kalendermaanden van het desbetreffend jaar na de dag van de ingebruikneming van het vaartuig. Hetzelfde principe wordt toegepast bij het berekenen van de verhoging van de jaarlijkse bijdrage in geval van tonnagevergroting door verlenging van een vaartuig of in geval van vergroting van het voorstuwingsvermogen van duwbotten.

Afdeling 2. — Slooputkeringen

Art. 3. § 1. Met het oog op het bekomen van een slooputkering volgens de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld bij de voormelde Verordeningen, dienen de in artikel 2, § 1, van dit besluit vermelde eigenaars een aanvraag in te dienen bij de Dienst.

§ 2. Elke aanvraag dient vergezeld te zijn van :

1° een duplicaat van de geldige meetbrief van het vaartuig;
2° een attest uitgereikt door de gemeentelijke overheid, gedurende de maand voorafgaand aan de indiening van de aanvraag waaruit blijkt dat de wettelijke woonplaats op haar grondgebied gevestigd is. Als het een vermootschap betreft, wordt het voormelde attest vervangen door een uittreksel uit het handelsregister.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 5 van de Verordening van de Raad nr. 1101/89 maken de volgende vaartuigen deel uit van de actieve vloot :

1° de bedrijfszekere vaartuigen die ten minste één reis hebben uitgevoerd gedurende het kalenderjaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag om slooputkering en die tijdens die periode over één van volgende documenten hebben beschikt hetzij :

a) het certificaat van onderzoek, afgegeven overeenkomstig de bepalingen van het Reglement betreffende het onderzoek van Rijnschepen, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 30 maart 1976;

b) een bijzonder certificaat, afgegeven krachtens het bijzonder reglement nopens het vervoer van brandbare vloeistoffen op de binnenwateren, gevoegd bij het besluit van de Regent van 1 augustus 1948;

c) het normaal certificaat van goedkeuring en het tijdelijk certificaat van goedkeuring afgegeven overeenkomstig de bepalingen van het Reglement voor het vervoer van gevaarlijke stoffen over de Rijn (ADNR), goedgekeurd bij koninklijk besluit van 2 december 1971;

d) het klasseringsbewijs, afgegeven door een erkende instelling met toepassing van het koninklijk besluit van 28 november 1963, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 maart 1969, betreffende de erkenning van de instellingen belast met het afgeven van de klasseringsbewijzen bedoeld in artikel 32 van de wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting;

e) het communautair certificaat, afgegeven krachtens de Richtlijn (E.E.G.) van de Raad van 4 oktober 1982 tot vaststelling van de technische voorschriften van binnenschepen;

f) de exploitatievergunning, afgegeven door de Dienst, met toepassing van de wetgeving betreffende de vergunning voor de exploitatie van binnenschepen en financiering van het Instituut voor het Transport langs de binnenwateren.

2° de bedrijfszekere vaartuigen die ten minste 10 reizen hebben uitgevoerd gedurende het kalenderjaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag om slooputkering.

§ 4. De eigenaar dient aan de Dienst alle bijkomende gegevens en documenten voor te leggen die nodig worden geacht om de geldigheid van de aanvraag te kunnen beoordelen.

§ 5. De aanvaarding of de weigering van de aanvraag, voorzien in artikel 3 van dit besluit, zal door de Dienst worden meegedeeld aan de eigenaar, overeenkomstig artikel 6 van de Verordening van de Commissie nr. 1102/89.

Art. 4. § 1. Indien het schip vóór 1 december 1990 wordt gesloopt dient de eigenaar, na daadwerkelijke sloop, volgende documenten in te dienen bij de Dienst :

1° de akte van sloop uitgereikt op grond van de bepalingen van artikel 77 *bis* van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 houdende het algemeen reglement der scheepvaartwegen van het Koninkrijk indien de slooping in België heeft plaatsgevonden, of, indien de slooping in één van de overige Lidstaten van de Europese Gemeenschap heeft plaatsgevonden, een attest uitgereikt door de bevoegde overheid van de betreffende Lidstaat, waaruit blijkt dat het schip daadwerkelijk werd gesloopt;

2° het bewijs van betaling van de bijdrage voorzien in artikel 2, § 2, van dit besluit.

§ 2. Indien het schip vóór 1 december 1990 definitief uit de vaart wordt genomen in afwachting van de sloop dient de eigenaar de volgende documenten in te dienen bij de Dienst :

1° een verklaring, afgegeven door de autoriteiten, belast met het beheer van de betreffende waterweg, waarin de precieze plaats wordt aangeduid waar het schip werd opgelegd;

2° het bewijs van betaling van de bijdrage voorzien in artikel 2, § 2, van dit besluit;

3° alle documenten betreffende het schip : geldige meetbrief, het bevrachtingsboekje, de verklaring inzake het behoren tot de Rijnvaart en de documenten bedoeld bij artikel 3, § 3, 1°, van dit besluit.

§ 3. De eigenaar van een overeenkomstig § 2 van dit artikel definitief uit de vaart genomen vaartuig, mag dit slechts verplaatsen na hiertoe de toestemming van de Dienst te hebben bekomen

§ 4. Een schip dat overeenkomstig § 2 van dit artikel definitief uit de vaart werd genomen dient vóór 1 december 1992 effectief te worden gesloopt. Het bewijs van de slooping dient te worden geleverd door voorlegging aan de Dienst van één van de documenten vermeld in § 1, 1°, van dit artikel.

Afdeling 3. — « Oud voor nieuw »

Art. 5. § 1. De eigenaar die in het kader van de toepassing van artikel 8, 1, a), en 2 van de Verordening van de Raad nr. 1101/89 een vaartuig laat slopen, levert het bewijs van de slooping op voorlegging aan de Dienst van de documenten vermeld in artikel 4, § 1, van dit besluit.

§ 2. De eigenaar die in het kader van de toepassing van artikel 8, 1, a), en 2 van de Verordening van de Raad nr. 1101/89 een speciale bijdrage verschuldigd is, dient deze te storten op de daartoe door de Dienst aangeduide rekening.

§ 3. De eigenaar die voldaan heeft aan de voorwaarden van artikel 8 van de Verordening van de Raad nr. 1101/89 ontvangt van de Dienst een attest.

Afdeling 4. — Afronding en omzetting

Art. 6. § 1. Voor de vaststelling van de jaarlijkse bijdrage, van de speciale bijdrage en van de slooputkering worden delen van een ton laadvermogen en van een kilowatt voorstuwingsvermogen naar boven afgerond tot een hele eenheid.

§ 2. De jaarlijkse bijdragen, speciale bijdragen en slooputkeringen, uitgedrukt in ecu, worden omgerekend in Belgische frank tegen de officiële koers van kracht op 1 januari van het betrokken jaar.

HOOFDSTUK III. — *Strafbepalingen en controle*

Art. 7. Op verzoek van de Dienst of van de ambtenaren en agenten belast met de controle en de toepassing van dit besluit, dienen de eigenaars van binnenvaartuigen, bedoeld bij de Verordening van de Raad nr. 1101/89 en de Verordening van de Commissie nr. 1102/89, alle documenten te verstrekken die hen worden gevraagd.

Art. 8. Worden inzonderheid belast met het opsporen en vaststellen van de overtredingen van de Verordening van de Raad nr. 1101/89, van de Verordening van de Commissie nr. 1102/89 en van dit besluit, de ambtenaren en agenten vernoemd in artikel 101 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935, houdende het algemeen reglement der scheepvaartwegen van het Koninkrijk.

Art. 9. Bij niet of haastijdige betaling van de bijdrage bedoeld in artikel 2 of van de speciale bijdrage bedoeld in artikel 5, § 2, van dit decreet, zullen, zonder ingebrekestelling, wettelijke verwijlinteressen worden aangerekend met ingang van :

- 1° de datums vermeld in artikel 2, § 2, van dit besluit voor de bijdrage;
- 2° de ingebruikneming van het schip voor de speciale bijdrage.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990, met uitzondering van artikel 5, dat uitwerking heeft met ingang van 28 april 1989.

Art. 11. De Minister tot wienst bevoegdheid het vervoer behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 5 april 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financien en Vervoer,
A. DALEM

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 19 juli 1990 is benoemd tot hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, de heer Larsille, H., griffier bij die rechtbank.

Bij koninklijk besluit van 1 augustus 1990 is benoemd tot klerkgriffier bij het vrederecht van het kanton Marchienne-au-Pont, Mej. Goffin, G., beambte bij de griffie van het vrederecht van het eerste kanton Charleroi.

Bij koninklijk besluit van 19 juli 1990 is benoemd tot secretaris van het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dinant, Mevr. Georges, M., adjunct-secretaris bij dit parket.

Bij koninklijke besluiten van 1 augustus 1990 zijn benoemd tot adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te :

- Dendermonde, Mevr. Van Driessche, M., eerstaanwezend klerk-secretaris bij dit parket;
- Charleroi, de heer Delvigne, M., eerstaanwezend klerk-secretaris bij dit parket.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 10 mei 1990, is bevorderd tot officier in de Orde van Leopold II :

De heer Schietecatte, Marcel Albert, dienstchef-adjunct-directeur bij het O.C.M.W. van Brussel (met uitwerking op 15 november 1988).

Hij zal als houder van deze nieuwe onderscheiding vanaf 15 november 1988 zijn rang in de Orde innemen.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 19 juillet 1990, est nommé greffier en chef du tribunal de première instance de Charleroi, M. Larsille, H., greffier à ce tribunal.

Par arrêté royal du 1er août 1990, est nommée commis-greffier à la justice de paix du canton de Marchienne-au-Pont, Mlle Goffin, G., employée au greffe de la justice de paix du premier canton de Charleroi.

Par arrêté royal du 19 juillet 1990, est nommée secrétaire du parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Dinant, Mme Georges, M., secrétaire adjoint à ce parquet.

Par arrêtés royaux du 1er août 1990, sont nommés secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de :

- Termonde, Mme Van Driessche, M., commis-secrétaire principal à ce parquet;
- Charleroi, M. Delvigne, M., commis-secrétaire principal à ce parquet.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 10 mai 1990, est promu officier de l'Ordre de Léopold II :

M. Schietecatte, Marcel Albert, directeur adjoint-chef de service au C.P.A.S. de Bruxelles (avec effet rétroactif au 15 novembre 1988).

Il prendra rang dans l'Ordre comme titulaire de cette nouvelle distinction à dater du 15 novembre 1988.